

Lundi 5 octobre 2026

Mobilisations lycéennes : face à la colère, la Région doit ouvrir ses portes au dialogue

Partout dans la Région, les mobilisations lycéennes prennent de l'ampleur, avec une préoccupation commune : les conditions d'apprentissage dans les établissements. Ces mobilisations ne sont malheureusement pas surprenantes au regard des alertes que Les Écologistes à la Région Auvergne-Rhône-Alpes portent depuis trois ans. Nous demandons aujourd'hui à l'exécutif régional une réponse concrète et rapide aux difficultés rencontrées par les élèves et la communauté éducative.

Depuis la fin du mois de septembre, les lycéen·nes se mobilisent, en Auvergne-Rhône-Alpes comme ailleurs, pour demander des conditions d'apprentissage dignes : des bâtiments salubres, entretenus et isolés, des tarifs de cantine plus accessibles, des classes moins chargées, des emplois du temps allégés, etc.

Vendredi dernier, les lycéen·nes sont venu·es porter ces revendications devant l'Hôtel de Région. Aucune rencontre n'a pourtant été organisée avec eux. La réponse apportée, comme ailleurs en France, a été celle de la répression, avec notamment l'usage de gaz lacrymogène contre des jeunes réunis de manière pacifique.

Dans le même temps, l'exécutif régional dénonce, à grand renfort de communication, des dégâts qui s'élèveraient à 25-35 millions d'euros dans les établissements. Ces montants posent question : quelles modalités de calcul ont été retenues et quels établissements sont concernés ? Nous demandons à la Région de rendre publics les éléments permettant d'objectiver ce chiffrage : nature des dégâts, établissements concernés, estimations réalisées, etc.

« Il ne s'agit évidemment pas de minimiser les dégradations lorsqu'elles existent, mais de demander que les chiffres avancés publiquement soient documentés et vérifiables. Cela ne doit pas devenir un écran de fumée pour éviter de répondre aux revendications de fond. » déclare Catherine Bony, conseillère régionale de la Loire.

La Région ne peut pas rester porte close face à celles et ceux qui demandent simplement à être entendus. Elle doit, au contraire, ouvrir le dialogue avec les lycéen·nes et favoriser les échanges avec le rectorat. Les lycées relèvent d'une compétence régionale fondamentale : garantir des conditions matérielles d'accueil et d'apprentissage dignes pour les lycéen·nes de la Région. Une responsabilité essentielle que Les Écologistes rappellent à la Région depuis trois ans.

Ce n'est, en effet, pas faute d'avoir alerté. Il y a trois ans déjà, Les Écologistes dressaient déjà ce même constat préoccupant sur l'état des lycées régionaux. Mais aujourd'hui encore, les réponses ne sont toujours pas à la hauteur : les besoins restent immenses et les investissements ne permettent pas de répondre aux difficultés structurelles de nombreux établissements.

Pour Maxime Meyer, co-président du groupe Les Écologistes : *« Ce qu'il faut désormais, ce n'est pas de la communication ni de la répression, mais de véritables actes : des lycées salubres, des investissements suffisants au regard des besoins dans les lycées et une véritable politique de rénovation et de restructuration des établissements. »*

Dans ce contexte, Les Écologistes souhaitent poursuivre leur travail d'écoute et de recensement des difficultés rencontrées dans les établissements et invitent les lycéen·nes et le personnel éducatif à témoigner à travers leur questionnaire. Nous continuerons à défendre un service public

d'éducation à la hauteur des besoins des lycéen·nes et des personnels qui font vivre les établissements de la Région.